

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL/BENV/2019-262-4

**Communauté Urbaine Creusot Montceau (CUCM)
Château de la Verrerie
BP 90069
71206 Le Creusot Cedex**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-1, R.511-9, R. 512-46-23 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 applicable aux installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial (enregistrement au titre de la 2710-2) ;

VU l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial (déclaration au titre de la 2710-1) ;

VU l'arrêté préfectoral n°D2-B2-00-1241 du 21 avril 2000 autorisant l'établissement ;

VU l'arrêté préfectoral n°DLPE-BENV-20152151 du 03 août 2015 actant le bénéfice de l'antériorité au titre de l'enregistrement pour la rubrique 2710-2 (collecte de déchets non dangereux) ;

VU le récépissé de déclaration du 03 août 2015 de l'exploitation d'une installation de collecte de déchets dangereux soumise à déclaration sous la rubrique 2710-1-b ;

VU le rapport du 19 juillet 2019 de l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisant suite à l'inspection des installations du 23 mai 2019 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 24 juillet 2019 dans le respect des dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations formulées par l'exploitant sur ce projet par courrier en date du 5 août 2019 ;

CONSIDÉRANT que le seuil de l'autorisation pour la collecte de déchets dangereux, rubrique 2710-1 de la nomenclature des installations classées, est fixé à 7 tonnes ;

CONSIDÉRANT que l'établissement dépasse ponctuellement, notamment lors de l'apport de déchets dangereux amiantés par des usagers, le seuil de l'autorisation de 7 tonnes susvisé ;

CONSIDÉRANT que la Communauté Urbaine Creusot Montceau n'est pas autorisée et n'a pas déposé de dossier de demande d'autorisation pour l'exploitation d'une installation de collecte de déchets dangereux ;

CONSIDÉRANT que le volume de l'activité de collecte de déchets non dangereux enregistré est de 590 m³ ;

CONSIDÉRANT que le volume de déchets non dangereux présent dans l'établissement dépasse ce volume d'activité ;

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas été portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser cette situation en faisant application de l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations en date du 23 mai 2019 a permis de constater l'absence :

- de programme de surveillance des rejets aqueux ;
- de mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement à l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Régularisation pour la collecte de déchets dangereux

La Communauté Urbaine Le Creusot Montceau-les-Mines (CUCM), dont le siège social est situé au Château de la Verrerie BP 90069 – 71206 Le Creusot Cedex, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite au lieu-dit « Barrat-Lucy » – 6 rue Lucy – 71300 Montceau-les-Mines, de régulariser sa situation **dans un délai de 6 mois** en :

- limitant les quantités collectées de déchets dangereux sur la déchetterie en dessous de 7 tonnes ;
- ou en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'exploitant devra faire connaître son choix **dans un délai de 15 jours**.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Régularisation pour la collecte de déchets non dangereux

La Communauté Urbaine Le Creusot Montceau-les-Mines (CUCM), dont le siège social est situé au Château de la Verrerie BP 90069 – 71206 Le Creusot Cedex, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite au lieu-dit « Barrat-Lucy » – 6 rue Lucy – 71300 Montceau-les-Mines, de régulariser sa situation **dans un délai de 6 mois** en déposant un dossier à connaissance conformément à l'article R.512-46-23 du C.E.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 – Mise en conformité vis-à-vis des prescriptions applicables

La Communauté Urbaine Le Creusot Montceau-les-Mines (CUCM), dont le siège social est situé au Château de la Verrerie BP 90069 – 71206 Le Creusot Cedex, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite au lieu-dit « Barrat-Lucy » – 6 rue Lucy – 71300 Montceau-les-Mines, de respecter l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé en :

- mettant en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux **dans un délai de 2 mois** ;
- réalisant un prélèvement et une mesure des concentrations des valeurs de rejet aqueux visées à l'article 35, **dans un délai de 4 mois**.

ARTICLE 4 – SANCTIONS

Dans le cas où la mise en demeure ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ce même article.

ARTICLE 5 – MESURES DE PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site interne des services de l'Etat dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 – DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet d'Autun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de Montceau-les-Mines, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Mâcon, le 19 SEP. 2019

Le préfet



Jérôme GUTTON